

**Des voix:** Bravo!

**L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances):** Madame le Président, puisque le député parle de justice sociale, il devrait se demander pourquoi la contribution de l'employeur doit être imposable pour certains groupes de travailleurs et non pour d'autres. Cela touche au problème de l'équité auquel on s'attaque dans le budget; le député n'a pas été très volubile à ce sujet.

● (1425)

**M. Crombie:** Ils ont conclu des ententes.

**M. MacEachen:** Peut-être la justice est-elle un élément négligeable dans son approche des affaires sociales.

#### LA NÉGOCIATION DES AVANTAGES SOCIAUX DES EMPLOYÉS

**L'hon. David Crombie (Rosedale):** Madame le Président, la question est limpide et ne devrait pas être traitée aussi cavalièrement. Ces ententes ont été négociées et de nouvelles négociations auront lieu au printemps. Les dirigeants syndicaux devront décider s'ils peuvent renouveler ces ententes. Le ministre leur doit des explications afin qu'ils puissent s'acquitter de leur travail.

**L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances):** Madame le Président, le député affirme-t-il qu'aucun des avantages . . .

**M. Nielsen:** Laissez tomber les élans oratoires et répondez à la question.

**M. MacEachen:** . . . obtenus par la négociation ne devrait être imposable? Les traitements et les salaires sont l'objet de négociations, et ils sont certainement imposables. Pourquoi le député tente-t-il de brouiller les pistes avec cela?

**Des voix:** Bravo!

**Des voix:** Oh, oh!

#### L'ANNONCE ÉVENTUELLE DE MODIFICATIONS

**M. Bob Rae (Broadview-Greenwood):** Madame le Président, quand on a mal à l'aile gauche, on a tendance à voler en rond.

**M. Baker (Nepean-Carleton):** Quelle partie du poulet vous représente le mieux?

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Rae:** Mollo, les amis! Mollo!

Ma question s'adresse au ministre des Finances et a trait aux spéculations que suscitent les modifications apportées au budget. Au cours des deux dernières semaines, le ministre a bien fait comprendre à la Chambre qu'il avait l'intention

#### Questions orales

d'apporter certaines modifications à son budget et qu'il essaierait au moins de les exposer à la Chambre pour que celle-ci puisse en discuter avant leur entrée en vigueur. Le ministre peut-il nous faire part de ces modifications avant vendredi? Sinon, pourquoi pas? Je lui rappelle que plusieurs changements entreront en vigueur au cours de décembre et de janvier, alors que la Chambre n'aura pas l'occasion de les étudier.

**L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances):** Madame le Président, j'ai répondu à cette question en répondant tout à l'heure au député d'Etobicoke-Centre. Toutefois, dès que j'aurai fini d'entendre toutes les instances qu'on me présentera, que j'aurai examiné la question à fond et que j'aurai étudié toute proposition éventuelle avec mes collègues, je ferai alors une déclaration. Si la Chambre siège à ce moment-là, je veillerai certainement à ce que tout changement soit signalé aux députés.

**M. Rae:** Madame le Président, la Chambre siègera, mais il s'agit de savoir si nous serons tous ici ou encore si le ministre y sera lui-même. Voilà le problème. N'empêche que le ministre s'est engagé au cours des dernières semaines à soumettre ces questions à la Chambre, mais il semble maintenant vouloir revenir sur sa décision. Là encore, le ministre bat en retraite.

\* \* \*

#### LES ACCORDS FISCAUX ENTRE LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET LES PROVINCES

##### LA PROPOSITION D'ABANDONNER LA GARANTIE DES RECETTES

**M. Bob Rae (Broadview-Greenwood):** Ma question supplémentaire s'adresse au ministre des Finances et fait suite aux réunions qu'il a eues avec ses homologues provinciaux mardi et mercredi de cette semaine. Compte tenu des chiffres que le Conference Board of Canada a rendu publics aujourd'hui lesquels montrent que dans toutes les provinces la croissance va baisser et le chômage augmenter sensiblement, comment le ministre peut-il envisager d'abandonner la garantie des recettes qui aura pour conséquences de réduire les paiements de transfert et les possibilités d'investissements sociaux, non seulement dans cette partie de notre pays mais dans toutes les provinces du Canada?

**L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances):** Madame le Président, le député sait que j'ai préconisé dans les propositions que j'ai faites aux provinces d'abandonner la garantie des recettes. J'ai également précisé à ces dernières que l'abandon de cette mesure ne nuirait pas à leur capacité de financer les services de santé ou l'éducation postsecondaire.